

BAG 26. Aug. 91 - 10

DIVISION POLITIQUE II
p.B.15.21.Pér. - LU/BAC

Berne, le 21 août 1991

Note d'entretien

Entretien entre Monsieur le Secrétaire d'Etat Klaus Jacobi (JAC) et le Ministre péruvien de l'économie et des finances, Monsieur Carlos Bolona Behr (BB), le 9 août 1991

En visite officielle de travail en Suisse, BB était accompagné par M. Raimundo Morales, le négociateur de la dette, ainsi que par l'Ambassadeur du Pérou à Berne, M. J. Cacho-Sousa, et ses collaborateurs. Du côté suisse, étaient également présents l'Ambassadeur Pierre-Yves Simonin, Chef de la Division politique II, l'Ambassadeur de Suisse au Pérou, Mme Sylvia Pauli, le Ministre Gerber (OFAEE) et le soussigné.

Thèmes abordés

1. Situation économique

Etant donné que ce thème aurait été approfondi par BB lors des entretiens qui suivirent avec le Conseiller fédéral Stich et l'Ambassadeur Imboden, le Ministre péruvien s'est limité à résumer sa politique économique, basée sur la lutte contre l'inflation et le désendettement.

Sur le plan intérieur, il s'agit surtout de stabiliser l'économie par des mesures d'austérité très sévères, qui comporteront aussi de nombreuses privatisations, qui permettront à leur tour de ne plus subventionner l'inefficacité chronique du système par la planche à billets. Il en découlera néanmoins une augmentation du chômage, d'où la nécessité d'appliquer un plan social d'urgence - la population étant déjà très apauvrie - pour lequel le Gouvernement ne dispose pas des fonds adéquats. Sur le plan international, le Gouvernement péruvien entend retrouver sa crédibilité auprès de ses créanciers et

essaie partout d'honorer ses engagements aussi scrupuleusement que possible. Le Gouvernement compte aussi sur une aide de l'extérieur, surtout pour pouvoir appliquer les mesures sociales les plus urgentes.

Le Pérou entend également démanteler progressivement les mesures protectionnistes - tarifaires ou non - afin d'exposer l'économie du pays à la concurrence internationale.

La principale inconnue est celle de savoir si et pour combien de temps le tissu social péruvien pourra tenir le choc. Les obstacles principaux à l'application de cette politique sont, d'après BB, à part le manque de moyens (financiers, entre autres) et de formation et know-how, la corruption qui a gravement miné le système politique et économique du pays, ainsi que son corollaire, l'immoralité qui est si répandue dans la société péruvienne.

Dans sa réplique, JAC a évoqué le soutien que peut apporter le secteur privé dans la relance de l'activité économique, domaine où les investissements privés étrangers pourraient jouer un rôle important. Pour ce qui concerne la Suisse, la conclusion d'accords dans les domaines de la promotion et de la protection des investissements, ainsi que de la double-imposition, pourrait être de nature à encourager les investisseurs à se rendre au Pérou. Afin de les rassurer, le pays doit toutefois présenter une situation suffisamment stable sur les plans économiques, social et politique.

2. Droits de l'homme

JAC a porté à la connaissance de BB l'importance que ce thème revêt pour la Suisse et les inquiétudes qui existent dans notre pays sur la détérioration de la situation dans ce domaine.

Le Ministre Bolona est de l'avis que le Gouvernement s'efforce déjà de mener sa lutte antisubversive dans le respect des droits de l'homme, mais qu'il a été obligé de placer certaines

régions sous l'état d'urgence, en raison de la situation tendue, voire chaotique, qui y règne. Dès lors, il n'est pas toujours aisé de contrôler la situation et des dérapages peuvent se produire. Par ailleurs, BB se dit conscient des graves lacunes dont souffre le système judiciaire péruvien, et met en avant les efforts réalisés par le Gouvernement.

3. Subversion et trafic de drogues

Pour BB, ces deux problèmes sont intimement liés et leur existence et leur progression sont, en quelque sorte, mutuellement assurées. Il s'agit donc d'abord de rompre le lien entre les terroristes et les narco-trafiquants. Le terrorisme constitue une grave menace envers l'ordre démocratique et entrave très sérieusement le processus de développement. Ses adeptes, d'après BB, sont recrutés surtout dans les écoles, à un âge très jeune.

Selon BB, le succès médiatique des actes terroristes constitue un encouragement pour leurs auteurs. Il s'agit donc d'en parler le moins possible dans les médias.

Les piliers de la lutte antisubversive semblent donc être la rupture de l'alliance entre terroristes et narco-trafiquants, des mesures de contrôle accrues dans les écoles, la "responsabilisation" des journalistes et, en dernier recours, l'organisation de comités civils d'auto-défense. Cette dernière mesure est déjà en application.

Quant au narco-traffic, BB a mis en relief l'importance de procéder à un système viable et efficace d'introduction des cultures de substitution.



Aldo de Luca

Annexe : - Article paru dans le "Financial Times" sur les objectifs de la tournée européenne du Ministre Bolona.

BAG 2.6. Aug. 91 -10

- Copie :
- Secrétariat BRF
 - JAC, SI, CFR, LU
 - DDA, Section Amérique latine
 - OFAEE, Ambassadeur Imboden
 - OFAEE, Ministre Gerber
 - OFAEE, Service Amérique latine
 - Ambassade de Suisse à Lima
 - DDIP, Service des droits de l'homme

BAG 26. Aug. 91 -10

Peru seeks more financial help abroad

By Sally Bowen in Lima

MR CARLOS Boloña, Peru's economy minister, yesterday began a 10-day European tour in order to continue negotiations with the group of countries supporting Peruvian attempts to improve financial relations.

These have been disrupted since a default on foreign debt service in 1984.

The trip, postponed twice because of domestic problems over budget and tax reforms, is expected to take the minister to seven European countries, then to Canada and the US. Meetings have been confirmed with the economy ministers of Spain, France, Italy and the Netherlands.

President Alberto Fujimori

had announced, in the annual presidential address to the nation last Sunday, that approval by the International Monetary Fund of Peru's economic programme was now secure.

Mr Michel Camdessus, the fund's executive director, had given his official backing, Mr Fujimori said, on the first anniversary of his assumption of office.

However, Peru still lacks more than \$300m of the \$1.3bn needed from abroad for balance of payments support this year and next.

Japan and the US have weighed in with \$400m and \$350m, respectively, while Germany and Spain have

pledged about \$160m and \$60m respectively.

Peruvian officials have been disheartened by the response from other countries, however. The economic stabilisation measures initiated by Mr Fujimori last August are widely seen in Peru as tougher than any programme that the IMF would itself have imposed.

Prices have risen by 80 per cent this year so far. Wages of public sector workers, including teachers and health workers, have been frozen since January at what is now the equivalent of about \$45 a month.

Peru continues, however, to set aside some \$60m a month to meet current payments to

the multilateral lending organisations.

Mr Boloña said the purpose of his trip was to "confirm amounts already offered and try to increase them."

Travelling to Europe with him is Peru's principal debt negotiator, Mr Raimundo Morales. They are expected to make preliminary contacts with some of Peru's commercial banking creditors with a view to future debt reduction.

Of its total \$22bn foreign debt, Peru owes \$6.8bn to the Paris Club of sovereign creditors and \$5.6bn to commercial banks, with substantial accumulated unpaid interest

Financial Times, August 5, 1991